

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

## Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

Publication prescrite par l'article 770  
du Code civil

[2012/55112]

## Succession en déshérence de Bauche, Marie Euphrosine

Mme Bauche, Marie Euphrosine, née à Libin le 11 décembre 1925, divorcée de M. Libert, Camil Ida Joseph, veuve de M. Sosso, Théophile Jules Emile, domiciliée à Vaux-sur-Sûre, Remience 18, est décédée à Vaux-sur-Sûre le 20 août 2006, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande du Directeur régional de l'Enregistrement d'Arlon, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Neufchâteau, a, par jugement du 19 septembre 2012, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 21 septembre 2012.

Le directeur régional de l'enregistrement, a.i.,  
Ph. COLLET.

(55112)

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

## Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek

[2012/55112]

## Erfloze nalatenschap van Bauche, Marie Euphrosine

Mevr. Bauche, Marie Euphrosine, geboren te Libin op 11 december 1925, wettig gescheiden van de heer Libert, Camil Ida Joseph, weduwe van de heer Sosso, Théophile Jules Emile, wonende te Vaux-sur-Sûre, Remience 18, is overleden te Vaux-sur-Sûre op 20 augustus 2006, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de gewestelijke directeur van de Registratie te Aarlen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Neufchâteau, bij beschikking van 19 september 2012, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 21 september 2012.

De gewestelijke directeur der registratie, a.i.,  
Ph. COLLET.

(55112)

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09014]

11 JANVIER 2013. — Circulaire relative  
à l'établissement des listes de jurés

Mesdames, Messieurs les gouverneurs de province,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que dans le courant de l'année 2013 les listes des jurés des cours d'assises doivent être renouvelées, conformément aux articles 217 et suivants du Code judiciaire.

L'exécution des articles 221, 223 et 227 du même Code est réglée par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972 (*Moniteur belge* du 24 novembre 1972), tel qu'il a été modifié par les arrêtés ministériels du 10 décembre 1980 (*Moniteur belge* du 19 décembre 1980, erratum du 11 février 1981), du 12 janvier 1995 (*Moniteur belge* du 24 janvier 1995), du 2 mai 1995 (*Moniteur belge* du 14 juin 1995) et du 17 août 2012 (*Moniteur belge* du 15 octobre 2012).

Vous voudrez bien trouver ci-après des directives relatives à la procédure à suivre pour l'établissement des listes communales et provinciales en 2013 :

## I. Etablissement des listes communales des jurés :

1. Le bourgmestre, assisté de deux échevins, procède au tirage au sort des jurés. Ce tirage a lieu publiquement à la maison communale au cours du mois de janvier, les jour et heure sont annoncés par voie d'affichage (voir annexe 1 de la présente circulaire).

2. Auxdits jour et heure, dix feuillets pliés en quatre et portant les chiffres de 1 à 0 sont déposés dans une urne.

3. Le bourgmestre, assisté des deux échevins, procède au tirage. Le premier chiffre représente les unités. Après avoir réintroduit le feuillet dans l'urne, il extrait un second chiffre qui représente les dizaines. Ce feuillet est également remis dans l'urne.

Ce tirage est effectué une seule fois dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Brabant flamand et de Liège.

Il est effectué à deux reprises dans les provinces du Hainaut, du Limbourg, de Luxembourg, de Namur, du Brabant Wallon ainsi que dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale.

4. Aux termes de l'article 218 du Code judiciaire, les jurés sont tirés au sort dans la dernière liste des personnes inscrites au registre des électeurs, dressée conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du Code électoral c.-à.-d. la liste établie en vue des élections législatives.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09014]

11 JANUARI 2013. — Omzendbrief betreffende  
het opmaken van de lijsten van gezworenen

Aan Dames en heren Provinciegouverneurs,

Ik vestig uw aandacht erop dat in de loop van het jaar 2013 de lijsten van de gezworenen van de hoven van assisen opnieuw moeten worden opgemaakt overeenkomstig de artikelen 217 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

De uitvoering van de artikelen 221, 223 en 227 van dat Wetboek wordt geregeld bij ministerieel besluit van 19 oktober 1972 (*Belgisch Staatsblad* van 24 november 1992), gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 10 december 1980 (*Belgisch Staatsblad* van 19 december 1980, erratum van 11 februari 1981), van 12 januari 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1995), van 2 mei 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 14 juni 1995) en van 17 augustus 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 15 oktober 2012).

Hierna volgen de richtlijnen nopens de wijze waarop de gemeentelijke en provinciale lijsten in 2013 moeten worden opgemaakt.

## I. Opmaken van de gemeentelijke lijsten van de gezworenen:

1. De loting van de gezworenen wordt verricht door de burgemeester, bijgestaan door twee schepenen. Zij heeft in het openbaar plaats op het gemeentehuis tijdens de maand januari, de dag en het uur worden door aanplakking bekendgemaakt (zie bijlage 1 van deze omzendbrief).

2. Op de vastgestelde dag en uur worden tien in vieren gevouwen bladen met de cijfers 1 tot 0 in een bus gelegd.

3. De burgemeester, bijgestaan door de twee schepenen, gaat over tot de loting. Het eerst getrokken cijfer stelt de eenheden voor. Nadat hij het blaadje weer in de bus in heeft gelegd, trekt hij een tweede cijfer dat de tientallen voorstelt. Ook dit blaadje wordt in de bus gelegd.

Deze loting heeft eenmaal plaats in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en Luik.

Zij heeft tweemaal plaats in de provincies Henegouwen, Limburg, Luxemburg, Namen, Waals-Brabant en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

4. Luidens artikel 218 van het Gerechtelijk Wetboek worden de gezworenen bij loting aangewezen uit de laatste lijst van de in het kiezersregister ingeschreven personen opgemaakt overeenkomstig artikel 10, § 1, van het Kieswetboek, d.w.z. de lijst opgesteld met het oog op de wetgevende verkiezingen.

Les personnes dont le numéro d'ordre sur cette liste (de la commune ou de chaque section de commune) se termine par un des nombres ainsi formés, sont inscrites sur une liste préparatoire de jurés. Cependant, à l'aide des données reprises dans la liste des électeurs, sont immédiatement éliminés les noms des personnes qui au 1<sup>er</sup> janvier 2013, ne sont pas âgées de vingt-huit ans ou ont atteint l'âge de soixante-cinq ans. Peuvent donc uniquement être retenus sur la liste, les électeurs tirés au sort qui sont nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1948 et avant le 2 janvier 1985.

5. Le numéro d'ordre, tel qu'il apparaît sur la liste des électeurs, est inscrit en regard du nom de chaque personne mentionnée sur la liste préparatoire.

6. Le bourgmestre fait rayer de cette liste les personnes décédées ou privées de leurs droits civils ou politiques depuis l'établissement de la liste des électeurs.

Les personnes inscrites sur la liste des électeurs, mais qui ont changé de résidence, sont néanmoins maintenues sur la liste préparatoire.

7. Ensuite, pour toute personne encore inscrite sur la liste préparatoire des jurés, il est établi une *fiche blanche* conformément aux annexes 1, 2, 3 ou 4 de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972, modifié par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1980 (art. 3) (*Moniteur belge* du 19 décembre 1980), par l'arrêté ministériel du 12 janvier 1995 (art. 2) (*Moniteur belge* du 24 janvier 1995) et par l'arrêté ministériel du 17 août 2012 (art. 1<sup>er</sup>) (*Moniteur belge* du 15 octobre 2012).

L'arrêté ministériel du 17 août 2012 a remplacé l'ensemble de ces annexes 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1972. Il convient de se référer exclusivement à ces nouveaux modèles, qui tiennent compte des modifications introduites par la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises (*Moniteur belge* du 11 janvier 2010).

Les cases figurant au recto et relatives à l'identité et à l'état civil du juré, à la date de la vérification du casier judiciaire et au numéro inscrit sur la liste des électeurs, sont remplies par les soins de l'administration communale.

Ces fiches sont transmises aux intéressés par l'intermédiaire de l'autorité communale au moyen d'une lettre d'accompagnement (voir annexe 2 de la présente circulaire). D'autre part, les fiches concernant les personnes inscrites sur la liste des électeurs qui ont changé de résidence, doivent leur être adressées par l'intermédiaire de l'administration communale de leur nouvelle résidence.

Pour les habitants de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, des communes périphériques et des communes de la frontière linguistique, il convient d'établir cette lettre d'accompagnement en français et en néerlandais sur deux documents séparés ou aux recto et verso d'un même document.

Pour les habitants des communes de la région de langue allemande et des communes malmédiennes, la lettre sera rédigée en français et en allemand (articles 12, 19 et 25 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966). Ainsi sera évité tout risque d'erreur concernant la langue de l'intéressé.

Pour la même raison, il est souhaitable d'envoyer à ces habitants deux fiches séparées en invitant ceux-ci à remplir celle établie dans la langue qu'ils auront choisie. Il convient donc d'inviter l'électeur qui se déclare capable de suivre les débats dans les 2 langues et qui ne donne pas la préférence à une des 2 langues à remplir les 2 fiches.

Les intéressés doivent dans les huit jours de sa réception compléter la ( ou les ) fiche(s) blanche(s) au verso et la signer au recto, à l'endroit prévu à cet effet. Ensuite, ces fiches seront récoltées par un membre du personnel communal.

8. En se fondant sur les éléments recueillis, le bourgmestre omet de la liste préparatoire :

1° les personnes qui ne savent ni lire ni écrire;

2° les personnes qui ne connaissent pas la langue dont il est fait usage dans la procédure à l'audience de la Cour d'assises près laquelle elles seraient appelées à exercer les fonctions de jurés;

3° les membres du Parlement européen, des chambres législatives fédérales, des parlements de Communauté et de Région, des conseils provinciaux, des conseils communaux, des conseils d'agglomération, des conseil de fédération, de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande, du gouvernement fédéral et des gouvernements de Communautés et de Régions et les bourgmestres.

Par ces termes, il convient d'entendre les personnes exerçant un mandat politique;

4° les magistrats effectifs de l'ordre judiciaire, les conseillers et les juges sociaux et consulaires, les assesseurs en matière d'exécution des peines, les référendaires près la Cour de cassation, les greffiers et les membres des secrétariats de parquet;

De personen van wie het rangnummer op die lijst (van de gemeente of van elke wijk van de gemeente) eindigt op een van de aldus gevormde getallen, worden op de voorbereidende lijst van de gezworenen ingeschreven. Aan de hand van de gegevens die voorkomen op de kiezerslijst worden evenwel onmiddellijk de namen weggelaten van de personen die op 1 januari 2013 geen 28 jaar of reeds 65 jaar oud zijn. Alleen de gelote kiezers die na 1 januari 1948 en vóór 2 januari 1985, zijn geboren komen aldus in aanmerking.

5. Naast de naam van elke persoon die op de voorbereidende lijst voorkomt wordt het rangnummer vermeld zoals het op de kiezerslijst voorkomt.

6. De burgemeester laat op de voorbereidende lijst de personen schrappen die sinds het opmaken van de kiezerslijst overleden zijn of die hun burgerlijke of politieke rechten niet meer hebben.

Degenen die op de kiezerslijst zijn ingeschreven maar van verblijfplaats zijn veranderd blijven evenwel op de voorbereidende lijst ingeschreven.

7. Vervolgens wordt per persoon die overblijft op de voorbereidende lijst van gezworenen een *witte kaart* opgemaakt overeenkomstig de bijlagen 1, 2, 3 of 4 van het ministerieel besluit van 19 oktober 1972, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 10 december 1980 (art. 3) (*Belgisch Staatsblad* 19 december 1980), bij het ministerieel besluit van 12 januari 1995 (art. 2) (*Belgisch Staatsblad* 24 januari 1995) en bij het ministerieel besluit van 17 augustus 2012 (art. 1.) (*Belgisch Staatsblad* 15 oktober 2012).

Het ministerieel besluit van 17 augustus 2012 heeft het geheel van de bijlagen 1, 2, 3 en 4 bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1972 vervangen. Het is daarom aangewezen enkel te verwijzen naar deze nieuwe modellen die rekening houden met de wijzigingen die werden aangebracht door de wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen (*Belgisch Staatsblad* 11 januari 2010).

Op de voorzijde van elke kaart worden door het gemeentebestuur de vakken ingevuld betreffende de identiteit en de burgerlijke stand van de gezworenen, betreffende de datum van het nazicht in het strafregister en betreffende het rangnummer op de kiezerslijst.

Die kaarten worden samen met een begeleidende brief (zie bijlage 2 van deze omzendbrief) aan de belanghebbenden bezorgd, door tussenkomst van de gemeente-overheid. Anderzijds moeten de kaarten betreffende de personen die ingeschreven zijn op de kiezerslijst maar van verblijfplaats zijn veranderd, hun toegezonden worden door tussenkomst van de gemeente-overheid van hun nieuwe verblijfplaats.

Het past voor de inwoners van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, van de randgemeenten en van de taalgrensgemeenten, de begeleidende brief in het Nederlands en in het Frans op te stellen, op twee afzonderlijke documenten of op een document volgens het recto-verso-systeem.

Voor de inwoners uit het Duits taalgebied en van de gemeenten uit het Malmeyse worden ze in het Duits en in het Frans opgemaakt (artikelen 12, 19 en 25 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966). Op die wijze kan elke vergissing betreffende de taal van de betrokkenen worden voorkomen.

Om dezelfde reden is het wenselijk om aan deze inwoners twee afzonderlijke kaarten te zenden en aan de betrokkenen te vragen de kaart in te vullen die in de taal van hun keuze is opgesteld. Het is dus aangewezen om de kiezer die zich bekwaam verklaart om de debatten in beide talen te volgen en diegene die geen voorkeur heeft voor een taal te verzoeken om beide kaarten in te vullen.

De belanghebbenden dienen binnen acht dagen de achterzijde van de witte kaart(en) in te vullen en ze op de voorzijde te ondertekenen op de daartoe bestemde plaats. De kaarten worden nadien door een personeelslid van de gemeente opgehaald.

8. Op grond van de inlichtingen die werden ingewonnen laat de burgemeester uit de voorbereidende lijst van gezworenen weg :

1° de personen die niet kunnen lezen of schrijven;

2° de personen die de taal niet kennen die gebruikt wordt in de rechtspleging ter zitting van het Hof van Assisen bij hetwelk zij zouden worden opgeroepen om het ambt van gezworene te vervullen;

3° de personen die lid zijn van het Europees Parlement, van de federale wetgevende kamers, van de parlementen van de gemeenschappen en gewesten, van de provincieraden, van de gemeenteraden, van de agglomeratieraden, van de federatieraden, van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, van de Franse Gemeenschapscommissie, van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, van de federale regering en van de gemeenschaps- en gewestregeringen en de burgemeesters.

Hieronder wordt verstaan de personen die een politiek mandaat bekleden;

4° de werkende magistraten van de rechterlijke orde, de raadsheren en de rechters in sociale zaken en in handelszaken, de assessoren in strafuitvoeringszaken, de referendarissen bij het Hof van Cassatie, de griffiers en de leden van de parketsecretariaten;

5° les membres du Conseil d'Etat, les assesseurs de la section de législation, les membres de l'auditorat, du bureau de coordination, les membres du Conseil du contentieux des étrangers et du greffe;

6° les membres de la Cour constitutionnelle, les référendaires près la Cour constitutionnelle et les membres du greffe;

7° les membres de la Cour des comptes;

8° les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement et les greffiers provinciaux;

9° les membres du Conseil supérieur de la Justice;

10° les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement dans un département ministériel, un service public fédéral ou un service public de programmation, les fonctionnaires généraux et les directeurs d'administration des départements ministériels des Communautés et Régions;

11° les militaires en service actif;

12° les ministres d'un culte reconnu par l'Etat et les délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

Par les termes « culte reconnu par l'Etat », il convient d'entendre les cultes dont la reconnaissance résulte, même implicitement, de la loi. Sont reconnus les cultes catholique, protestant, israélite, anglican, islamique et orthodoxe.

Par les termes « ministres » de l'un de ces cultes, il convient d'entendre au sens général, toute personne qui, en vertu d'une ordination, est habilitée à prendre une part active aux cérémonies et rites d'un culte. En ce qui concerne plus particulièrement les ministres du culte catholique, il y a lieu de considérer comme tels les personnes qui ont reçu les ordres majeurs (prêtres, diacres, sous-diacres) qu'elles appartiennent au clergé régulier ou séculier; pour le culte protestant, les licenciés en théologie protestante ayant reçu la consécration pastorale; pour le culte israélite, les rabbins; pour le culte anglican, les personnes qui ont reçu les ordres majeurs, à savoir les prêtres et les diacres (deacons); il y a lieu d'assimiler à ces ministres du culte les imams des mosquées reconnues.

Par les termes « organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle », il convient d'entendre, dans le même sens que pour l'application de l'article 181 de la Constitution, le Conseil central laïque, reconnu par la loi du 21 juin 2002 relative au Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique (*Moniteur belge* 22 octobre 2002) et l'ASBL Union bouddhique belge, reconnue par l'article 139 de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I) (*Moniteur belge* 7 août 2008);

13° les personnes qui ont subi une condamnation pénale à un emprisonnement de plus de quatre mois ou à une peine de travail de plus de soixante heures.

A cette fin, le bourgmestre procède à une vérification du casier judiciaire de chaque personne encore inscrite à la liste préparatoire et prend soin d'examiner les condamnations qui s'y trouvent inscrites. Dès le moment où le casier fait état d'une condamnation pénale à un emprisonnement de plus de quatre mois ou à une peine de travail de plus de soixante heures, il convient d'omettre la personne concernée de la liste préparatoire, qu'elle ait bénéficié ou non d'une éventuelle mesure de faveur (un sursis, probatoire ou non).

Lorsque la personne est omise de la liste préparatoire en raison d'une condamnation pénale mentionnée à son casier judiciaire, le bourgmestre annexe à la fiche de la personne omise l'extrait du casier le concernant.

9. Les personnes qui n'ont pas été omises de la liste préparatoire doivent être inscrites sur la liste communale par ordre alphabétique et sous un numéro d'ordre communal. La personne qui n'a pas répondu, celle qui a répondu de manière incomplète ou inexacte ainsi que celle qui a joint un certificat médical à sa fiche doit donc être malgré tout reprise sur la liste.

10. Les fiches sont numérotées dans la case "liste communale" du recto en suivant l'ordre alphabétique et sous un numéro d'ordre communal. Une fiche numérotée reprenant la mention «non-répondu» sera établie pour ceux qui n'ont pas répondu ou qui ont répondu de manière incomplète ou inexacte. Pour ceux qui ont envoyé un certificat médical, le certificat sera joint à la fiche.

11. La liste communale doit être établie en double exemplaire, sur le modèle de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel précité du 19 octobre 1972, à l'aide des fiches ainsi classées et numérotées.

5° de leden van de Raad van State, de assessoren van de afdeling Wetgeving, de leden van het auditoraat, van het coördinatiebureau, de leden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en van de griffie;

6° de leden van het Grondwettelijk Hof, de referendarissen bij het Grondwettelijk Hof en de leden van de griffie;

7° de leden van het Rekenhof;

8° de provinciegouverneurs, de arrondissementscommissarissen en de provinciale griffiers;

9° de leden van de Hoge Raad voor de Justitie;

10° de titularissen van een management- of staffunctie in een ministerieel departement, federale overheidsdienst of programmatische overheidsdienst, de ambtenaren-generaal en de bestuursdirecteurs bij de ministeriële departementen van de Gemeenschappen en Gewesten;

11° de militairen in actieve dienst;

12° de bedienaars van een door de Staat erkende eredienst en de afgevaardigden van door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing;

Onder de term « door de Staat erkende erediensten » worden de erediensten begrepen waarvan de erkenning, zelfs impliciet, volgt uit de wet. Zo zijn de volgende erediensten erkend: de katholieke, de protestantse, de Israëlitische, de anglicaanse, de islamitische en de orthodoxe.

Onder de term « bedienaren » van één van deze erediensten, wordt in het algemeen, verstaan alle personen die ingevolge een wijding bevoegd zijn actief deel te nemen aan de plechtigheden en de riten van een eredienst. Wat inzonderheid de bedienaren van de katholieke eredienst betreft, dienen als zodanig te worden beschouwd de personen die de hogere wijdingen hebben ontvangen (priesters, diakens, onderdiakens), ongeacht of zij tot de reguliere of de seculiere geestelijkheid behoren; in de protestantse eredienst, de licentiaten in de protestantse theologie die de predikantsinzegening hebben ontvangen; in de Israëlitische eredienst, de rabbijnen; in de anglicaanse eredienst, de personen die de hogere wijdingen hebben ontvangen, nl. de priesters en diakens (deacons), de imans van de erkende moskeeën dienen eveneens met de bedienaars van de eredienst te worden gelijkgesteld.

Onder de term « door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing » wordt in dezelfde zin als voor de toepassing van artikel 181 van de Grondwet begrepen, de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen, erkend door de wet van 21 juni 2002 betreffende de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen. (*Belgisch Staatsblad* 22 oktober 2002) en de vereniging zonder winstoogmerk « Boeddhistische Unie van België » erkend door artikel 139 van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I) (*Belgisch Staatsblad* 7 augustus 2008);

13° de personen die een strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden of tot een werkstraf van meer dan zestig uur.

Daartoe gaat de burgemeester over tot een verificatie van het strafregister van elke persoon die nog ingeschreven staat op de voorbereidende lijst en onderzoekt de veroordelingen die erin opgenomen zijn. Vanaf het ogenblik dat het register melding maakt van een strafrechtelijke veroordeling tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden of van een werkstraf van meer dan zestig uur, wordt de betrokken persoon weggelaten van de voorbereidende lijst, ongeacht of hij al dan niet van een mogelijke gunstmaatregel heeft genoten (uitstel, al dan niet voorwaardelijk).

Op het moment dat de persoon wordt weggelaten van de voorbereidende lijst ingevolge een opgelopen strafrechtelijke veroordeling, vermeld in het strafregister, voegt de burgemeester een uittreksel uit het register bij aan de kaart van de betrokken persoon.

9. De personen die niet werden weggelaten van de voorbereidende lijst moeten ingeschreven worden op de gemeentelijke lijst in alfabetische volgorde en volgens een gemeentelijk rangnummer. Personen die niet, onvolledig of onjuist hebben geantwoord of die een medisch attest bij hun kaart voegden, moeten toch worden opgenomen op de lijst.

10. De kaarten worden, in alfabetische volgorde en volgens een gemeentelijk rangnummer, genummerd in het vak op de voorzijde gereserveerd voor de gemeentelijke lijst. Een genummerde kaart die de vermelding « niet geantwoord » draagt, wordt opgesteld voor diegenen die niet, onvolledig of onjuist hebben geantwoord. Voor diegenen die een medisch attest opstuurden, wordt dit attest bij de kaart gevoegd.

11. De gemeentelijke lijst moet in twee exemplaren worden opgesteld aan de hand van de gerangschikte en genummerde kaarten volgens bijlage 5 van voornoemd besluit van 19 oktober 1972.

Dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, le bourgmestre dresse deux listes (chacune en deux exemplaires) :

- sur l'une figurent les noms des personnes qui ont déclaré lors de l'enquête être capables de suivre les débats en néerlandais ou qui ont choisi cette langue.

- sur l'autre figurent les noms des personnes qui ont déclaré lors de l'enquête être capables de suivre les débats en français ou qui ont choisi cette langue.

Dans ce même arrondissement, l'électeur qui se déclare capable de suivre les débats en français et en néerlandais, sans indiquer la langue à laquelle il donne la préférence, est inscrit sur la liste des électeurs d'expression française et sur celle des électeurs d'expression néerlandaise.

Dans les arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen, le bourgmestre dresse deux listes (chacune en deux exemplaires) :

- sur l'une figurent les noms des personnes qui ont déclaré lors de l'enquête être capables de suivre les débats en français ou qui ont choisi cette langue;

- sur l'autre figurent les noms des personnes qui ont déclaré lors de l'enquête être capables de suivre les débats en allemand ou qui ont choisi cette langue.

Dans ces mêmes arrondissements, l'électeur qui se déclare capable de suivre les débats en français et en allemand, sans indiquer la langue à laquelle il donne la préférence, est inscrit sur la liste des électeurs d'expression française et sur celle des électeurs d'expression allemande.

12. Les deux exemplaires de la liste et les fiches sont envoyés, avant le 1<sup>er</sup> mai 2013, à la députation permanente ou au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, selon le cas. Toutes les fiches, y compris les fiches des personnes omises de la liste préparatoire sur base de l'article 224 du Code judiciaire, ainsi que l'ensemble des formulaires recueillis en application de l'article 223, doivent être transmis à la députation permanente ou au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale selon le cas.

## II. Etablissements de la liste provinciale des jurés :

1. La députation permanente classe par ordre alphabétique les fiches de toutes les communes de la province.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dresse deux listes : l'une à l'aide des listes communales francophones, l'autre à l'aide des listes communales néerlandophones.

La députation permanente du conseil provincial de Liège dresse deux listes provinciales des jurés : l'une à l'aide des listes communales francophones des arrondissements de Verviers et d'Eupen ainsi que celles des arrondissements restants, l'autre à l'aide des listes communales germanophones des arrondissements de Verviers et d'Eupen.

2. Dans cet ordre, les fiches sont numérotées dans la case "liste provinciale" du recto.

3. La liste provinciale est établie à l'aide des fiches classées et numérotées en mentionnant les indications figurant sur la liste communale.

4. Les listes communales, la liste provinciale et les fiches et les éventuels certificats médicaux sont envoyés avant le 1<sup>er</sup> juin 2013 au président du tribunal de première instance du chef-lieu de la province. En ce qui concerne la province du Limbourg, ces documents sont transmis au président du tribunal de première instance de Tongres.

Je vous saurais gré, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir informer de ce qui précède, toutes les administrations communales de votre province.

Bruxelles, le 11 janvier 2013.

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

In het arrondissement Brussel-Hoofdstad maakt de burgemeester twee lijsten (elk in twee exemplaren) op :

- de ene omvat de namen van personen die, volgens hun verklaringen naar aanleiding van het onderzoek, in het Nederlands de debatten kunnen volgen of die die taal hebben gekozen;

- de andere omvat de personen die, volgens hun verklaring naar aanleiding van het onderzoek, in het Frans de debatten kunnen volgen of die taal hebben gekozen.

In ditzelfde arrondissement wordt de kiezer die verklaart in staat te zijn de debatten in het Nederlands en het Frans te volgen, zonder aan te duiden welke taal hij verkiest, zowel op de Nederlandstalige als op de Franstalige gemeentelijke lijst ingeschreven.

In de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen maakt de burgemeester twee lijsten op (elk in twee exemplaren) :

- de ene omvat de namen van de personen die, volgens hun verklaringen naar aanleiding van het onderzoek de debatten in het Frans kunnen volgen of die taal hebben gekozen;

- de andere omvat de personen die, volgens hun verklaringen naar aanleiding van het onderzoek, de debatten in het Duits kunnen volgen of die taal hebben gekozen.

In deze zelfde arrondissementen wordt de kiezer die verklaart in staat te zijn de debatten in het Frans en in het Duits te volgen, zonder aan te duiden welke taal hij verkiest, zowel op de Franstalige als op de Duitstalige lijst ingeschreven.

12. De twee exemplaren van de lijst en de kaarten worden vóór 1 mei 2013, naargelang van het geval, aan de bestendige deputatie toegezonden of aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Alle kaarten, inclusief deze van de personen die werden weggelaten van de voorbereidende lijst op grond van artikel 224 van het Gerechtelijk Wetboek alsook het geheel aan formulieren die bij toepassing van artikel 223 zijn ingezameld, moeten worden overgemaakt aan de bestendige deputatie of aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering naar gelang van het geval.

## II. Opmaken van de provinciale lijst van gezworenen

1. De bestendige deputatie rangschikt de kaarten van alle gemeenten van de provincie naar alfabetische volgorde.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering maakt twee lijsten op : de ene met de Nederlandstalige gemeentelijke lijsten, de andere met de Franstalige gemeentelijke lijsten.

De bestendige deputatie van de provincieraad van Luik maakt twee provinciale lijsten van gezworenen op: de ene met de Franstalige gemeentelijke lijsten van de arrondissementen Verviers en Eupen en de gemeentelijke lijsten van de overige arrondissementen, de andere met de Duitstalige gemeentelijke lijsten van de arrondissementen van Verviers en Eupen.

2. In die orde worden de kaarten genummerd in het vak op de voorzijde gereserveerd voor de provinciale lijst.

3. De provinciale lijst wordt opgesteld aan de hand van de gerangschikte en genummerde kaarten. De gegevens die op de gemeentelijke lijst zijn vermeld, worden erop overgenomen.

4. De gemeentelijke lijsten, de provinciale lijst, de kaarten en de eventuele bijhorende medische attesten worden vóór 1 juni 2013 gezonden aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats van de provincie, met uitzondering van de provincie Limburg, waar de stukken aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren worden gezonden.

Mevrouw/ Mijnheer de Gouverneur, ik verzoek U gaarne van wat voorafgaat aan alle gemeentebesturen van uw provincie kennis te geven.

Brussel, 11 januari 2013.

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

---

**Annexe 1<sup>e</sup>**

Formation de la liste communale des jurés pouvant être appelés à siéger dans une Cour d'assises.

Le Bourgmestre,

porte à la connaissance de ses concitoyens que, conformément aux articles 218, 219 et 220 du Code judiciaire, il procédera le.. janvier 2013, à.. heures, à la maison communale, au tirage au sort des électeurs à inscrire sur la liste préparatoire des jurés.

Il sera assisté des échevins (indiquer le nom des deux échevins).

Le tirage au sort a lieu publiquement.

Le Bourgmestre,

---

**Annexe 2**

Madame,

Mademoiselle,

Monsieur,

En application des articles 217 à 222 du Code judiciaire, votre nom a été inscrit par tirage au sort sur la liste préparatoire des jurés de la Cour d' assises.

Aux fins de me permettre de vous inscrire éventuellement sur la liste communale des jurés, je vous prie, conformément à l'article 223 dudit Code, de remplir soigneusement le verso de la fiche ci-jointe et d'apposer votre signature au recto, à l'endroit prévu a cet effet. (1)

Les personnes dont le nom figurera sur la liste communale pourront être appelées, au cours des quatre prochaines années, à faire partie du jury d'une Cour d'assises.

La fiche sera reprise dans huit jours par les soins de notre administration.

Veillez croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, à l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le collège :

Le secrétaire,

Le collège des bourgmestre et échevins,

---

**Note**

(1) Pour les habitants de « Bruxelles-Capitale », des communes périphériques, des communes de la frontière linguistique, des communes de la région de langue allemande et des communes malmédiennes, le texte sera rédigé comme suit :

« ... de remplir soigneusement le verso de l'une des deux fiches ci-jointes. Prière d'utiliser la fiche établie dans la langue que vous aurez choisie. Au recto de cette fiche, vous voudrez bien apposer votre signature à l'endroit prévu à cet effet. »

---

**Bijlage 1**

Opmaak van de gemeentelijke lijst van gezworenen die kunnen worden aangewezen om in een Assisenhof te zetelen.

De Burgemeester

brengt zijn medeburgers ter kennis dat hij, overeenkomstig de artikelen 218, 219 en 220 van het Gerechtelijk Wetboek, op.. januari 2013, te ... uur, in het gemeentehuis overgaat tot de loting van de kiezers die op de voorbereidende lijst van gezworenen worden ingeschreven.

Hij wordt bijgestaan door de volgende schepenen (hier de naam van twee schepenen vermelden).

De loting geschiedt in het openbaar.

De Burgemeester,

---

**Bijlage 2**

Mevrouw,

Juffrouw,

Mijnheer,

overeenkomstig de artikelen 217 tot 222 van het Gerechtelijk Wetboek is uw naam bij loting opgenomen in de voorbereidende lijst van gezworenen voor het Hof van Assisen.

Om u eventueel te kunnen inschrijven op de gemeentelijke lijst van gezworenen, verzoek ik u overeenkomstig artikel 223 van het Gerechtelijk Wetboek de achterzijde van bijgaande kaart zorgvuldig in te vullen en de voorzijde ervan te ondertekenen op de daartoe bestemde plaats (1).

De personen van wie de naam voorkomt op deze gemeentelijke lijst kunnen gedurende de vier volgende jaren worden opgeroepen om bij een Hof van Assisen als jurylid op te treden.

Deze kaart wordt binnen acht dagen door een personeelslid van het gemeentebestuur afgehaald.

Hoogachtend,

Voor het college :

De secretaris,  
het college van burgemeester en schepenen,

—  
Nota

(1) Voor de inwoners van "Brussel-Hoofdstad", van de randgemeenten en van de taalgrensgemeenten luidt de tekst :

« verzoek ik u de achterzijde van een van de twee bijgevoegde kaarten nauwkeurig in te vullen. U maakt gebruik van de kaart die in de taal van uw keuze is gesteld. U wordt verzocht de voorzijde van deze kaart op de daartoe bestemde plaats te ondertekenen ».

#### Anlage 1

Erstellung der kommunalen Liste der Personen, die zum Amt eines Geschworenen beim Assisenhof berufen werden können.

Der Bürgermeister

teilt seinen Mitbürgern mit, daß er gemäß den Artikeln 218, 219 und 220 des Gerichtsgesetzbuches, am Januar 2013, um.. Uhr, im Gemeindehaus die Wähler auslosen wird, die in die vorbereitende Geschworenenliste einzutragen sind.

Folgende Schöffen werden ihm bei dieser Auslosung beistehen (Name zweier Schöffen vermerken).

Die Auslosung wird öffentlich stattfinden.

Der Bürgermeister,

#### Anlage 2

Sehr geehrte Frau,

Sehr geehrtes Fräulein,

Sehr geehrter Herr,

in Anwendung der Artikel 217 bis 222 des Gerichtsgesetzbuches wurde Ihr Name nach Auslosung in die vorbereitende Liste der Geschworenen beim Assisenhof eingetragen.

Damit ich Ihren Namen gegebenenfalls in die kommunale Geschworenenliste eintragen kann, bitte ich Sie gemäß Artikel 223 des Gerichtsgesetzbuches, die Rückseite der beigefügten Karte sorgfältig auszufüllen und sie auf der Vorderseite an der dafür vorgesehenen Stelle zu unterschreiben (1).

In der kommunalen Liste eingetragene Personen können im Laufe der nächsten vier Jahre zum Amt eines Geschworenen bei einem Assisenhof berufen werden.

Ein Mitglied unserer Verwaltung wird diese Karte in acht Tagen abholen.

Hochachtungsvoll

i. A. des Kollegiums:

Der Sekretär,  
Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium,

—  
Fußnote

(1) Für Einwohner der Region Brüssel-Hauptstadt, der Randgemeinden, der Sprachgrenzgemeinden, der Gemeinden des deutschen Sprachgebietes und der Malmédyer Gemeinden lautet der Text wie folgt:

«... die Rückseite einer der zwei beigefügten Karten sorgfältig auszufüllen. Sie können diejenige benutzen, die in der Sprache Ihrer Wahl gedruckt ist. Unterschreiben Sie diese Karte auf der Vorderseite an der dafür vorgesehenen Stelle.»